

ALLEMAGNE : ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE À L'ARRÊT AU S1 2020 EN RAISON DU COVID-19

Ces derniers mois, l'activité économique a quasiment stagné. Comme le montre le graphique, le secteur manufacturier, à vocation exportatrice, a opéré bien en deçà de son potentiel, tandis que l'activité des secteurs davantage orientés vers le marché intérieur, comme la construction et les services, est restée dynamique. L'épidémie du Covid-19 a complètement changé la donne.

L'économie allemande est en grande partie à l'arrêt pour endiguer la propagation du virus. Ainsi, les commerces non essentiels ont dû fermer et les restaurants ne restent ouverts que pour le déjeuner afin de réduire les déplacements. De plus, les contrôles aux frontières ont été rétablis avec cinq pays. Des mesures plus draconiennes, telles que le confinement à domicile, pourraient être prises si les Allemands ne limitent pas d'eux-mêmes les interactions sociales. Dans une allocution télévisée, la chancelière Angela Merkel a déclaré que la lutte contre le coronavirus constituait le plus grand défi qu'ait connu l'Allemagne depuis la Deuxième Guerre mondiale.

Pour soutenir les entreprises et préserver l'emploi, le gouvernement a dévoilé un programme d'aide ainsi que des mesures de politique fiscale représentant plusieurs milliards d'euros. Le programme repose sur trois axes majeurs. Premièrement, le recours facilité au dispositif d'indemnisation du chômage partiel (« Kurzarbeit ») ; les conditions d'éligibilité ont, notamment, été assouplies. Pendant la crise financière mondiale de 2008-2010, l'Agence fédérale allemande pour l'emploi avait déboursé près de EUR 10 mds d'indemnités de chômage partiel.

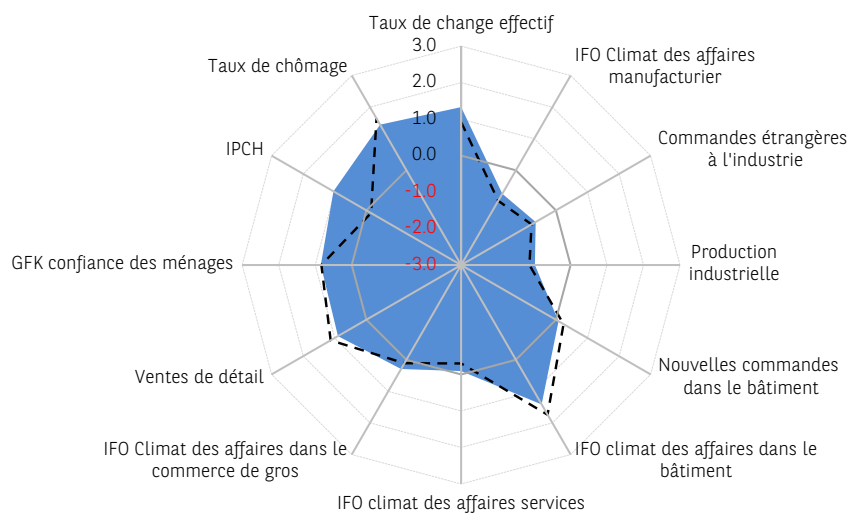
Deuxièmement, les entreprises pourront bénéficier d'un report du paiement des impôts afin de soulager leur trésorerie, ce qui représente des milliards d'euros. Troisièmement, les programmes de soutien à la liquidité seront renforcés pour permettre aux entreprises d'accéder à des prêts bon marché, en particulier, par le biais de la banque publique de développement KfW. Le gouvernement travaille toujours à la manière de mettre en place les modalités de remboursement de ces prêts, après la fin de la pandémie, pour ne pas pénaliser indûment la reprise. Le programme de crédits à l'exportation et autres garanties, destiné à aider les entreprises en difficulté, doit être étendu.

Pour le moment, il est très difficile de prévoir quand l'épidémie sera jugulée et, par conséquent, quand l'économie pourra redémarrer. Au vu de l'évolution de la situation en Chine et en Corée, cela pourrait avoir lieu au T3 2020. Cependant, le rétablissement complet des chaînes d'approvisionnement prendra du temps. Le gouvernement pourrait donc envisager un plan de relance budgétaire de taille modeste, toujours au T3 2020, afin de restaurer la confiance. De plus, l'abolition partielle de la taxe de solidarité pourrait être avancée au 1er juillet 2020. Ces deux mesures seraient les bienvenues pour le redémarrage de l'économie.

Raymond Van Der Putten

ÉVOLUTION TRIMESTRIELLE DES INDICATEURS

■ Moyenne mobile sur 3 mois (actuel) --- Moyenne mobile sur 3 mois (il y a 4 mois)



SOURCES : THOMSON REUTERS, BNP PARIBAS

Les indicateurs du radar sont transformés en « z-scores » (écarts par rapport à la valeur moyenne de long terme exprimée en écart-type). Ces z-cores ont une moyenne de zéro et leur valeur fluctue entre -3 et 3 la plupart du temps. Sur le radar, la zone en bleu indique les conditions économiques actuelles. Elle est comparée aux conditions des 4 mois précédents (pointillés) : un élargissement de la zone bleue indique une amélioration. Le graphique de droite « Surprise » montre l'écart des indicateurs par rapport au consensus du marché (Bloomberg).

